

■ *Distribution de tracts au péage de Saint-Arnoult*

L'A10 gratuite, un mirage ?

Les élus, ici Dominique Echaroux, conseiller général et président de la Communauté de communes du Dourdannais, et Geneviève Colot, députée de la 3^e circonscription.



L'association clame le retrait du péage depuis maintenant six ans et manifestait encore jeudi dernier à la sortie du péage où prospectus d'informations et avancées sur le sujet étaient remis aux automobilistes. L'idée de l'association est de sensibiliser les usagers et de prendre des adhésions (600 à ce jour) afin d'obtenir une pression populaire qui fasse réagir le gouvernement. Les nombreux élus locaux se sont joints à la manifestation puisque leurs villes ou villages se trouvent engorgés par un flux permanent d'automobilistes désireux de ne pas souscrire au péage. L'engorgement met la sécurité des

citoyens en jeu, c'est pourquoi les élus manifestent leur colère, avec l'appui de Christine Boutin, Valérie Pécresse et Michel Berson (absents jeudi).

« Considérer l'intérêt général »

« En plus, les gains réalisés par Vinci et cofiroute sont considérables car, pour un usager quotidien de ce tronçon, une dépense annuelle de 736 € est nécessaire, avec un bénéfice net pour les sociétés de gérance de 222 €, c'est intolérable », regrette Jean Claude Lagron, président de l'A10 gratuite. « C'est un scandale, les concessions autoroutières se font dans

une totale opacité, sans concurrence. Il faut qu'il y ait une vraie politique de l'Etat, afin qu'il considère l'intérêt de tous ! », lance-t-il.

Enfin, l'association est déçue de la lecture du nouveau SDRIF ou encore du projet du grand Paris. « Pour l'Etat, l'Ile-de-France s'arrête à la Francilienne avec aucun investissement prévu en matière de transport dans les zones extérieures. Les grands banlieusards seront délaissés ! », s'emporte Jean Claude Lagron. L'appui très large des élus locaux suffira-t-il à rendre l'A10 gratuite ?

■ Sylvain Barbery